



ARRETE N° **334**/25/MMG/DIRCAB/DGM/DCM

PORTANT ATTRIBUTION DE DEUX (02) PERMIS D'EXPLOITATION SEMI-MECANISEE POUR L'OR ET LE DIAMANT AU GROUPEMENT DES ARTISANS MINIER DE CENTRAFRIQUE « GAMEC »

LE MINISTRE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE

- Vu la Constitution de la République Centrafricaine du 30 août 2023 ;
- Vu la Loi n° 24.008 du 21 Août 2024, portant Code Minier de la République Centrafricaine ;
- Vu le Décret N° 23.199 du 30 août 2023, portant promulgation de la Constitution de la République Centrafricaine ;
- Vu le Décret n° 22.040 du 07 février 2022, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Vu le Décret n° 24.001 du 04 Janvier 2024, portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le Décret n° 23.148, du 19 juin 2023, portant organisation et fonctionnement du Ministère des Mines et de la Géologie et fixant les attributions du Ministre ;
- Vu la demande formulée en date du 19 Septembre 2025, par Monsieur **Habigaël NGARAMON**, Président du Groupement des Artisans Miniers de Centrafrique (**GAMEC**) ;
- Vu la quittance n° **0188280** du Trésor Public du 1^{er} Octobre 2025.

SUR RAPPORT DU DIRECTEUR GENERAL DES MINES

ARRETE

Article 1^{er} : Il est accordé au Groupement des Artisans Miniers de Centrafrique (**GAMEC**), deux (02) Permis d'Exploitation Semi-Mécanisée sous le numéros n° **920_25** situé à Carrefour, dans la commune de GUEZELI, dans

la sous-préfecture de Yaloké, pour une période de validité de trois (3) ans renouvelable.

Article 2 : Ledit Permis valables pour l'Or et le Diamant, sont les polygones couvrant une superficie de 2 km², soit 200 hectares et sont définis par les coordonnées géographiques suivantes :

Points	Longitude Est	Latitude Nord	Aires (ha)	Localité
A	16,9633	5,7956	200	CARREFOUR YALOKÉ
B	16,9704	5,7999		
C	16,9760	5,7799		
D	16,9679	5,7767		

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'Article 103, alinéa 3 de la Loi n° 24.008 du 21 Août 2024, portant Code Minier de la République Centrafricaine, le Groupement **GAMEC** est tenue d'octroyer 10% de sa production brute à l'Etat.

Toute modification fait l'objet d'une autorisation au préalable à l'Administration des Mines.

Article 4 : Le Groupement **GAMEC**, doit tenir à jour :

- Un registre indiquant l'effectif du personnel œuvrant sur ces chantiers et leurs qualifications;
- Un registre mentionnant les productions et les ventes effectuées.

Article 5 : Le Groupement **GAMEC**, doit exploiter les substances minérales de façon rationnelle, en respectant les normes de santé publique et de sécurité au travail, de préservation de l'environnement et de commercialisation des produits conformément à la réglementation en vigueur.

Article 6 : Le Groupement **GAMEC**, doit exploiter le gîte en se conformant à l'évaluation sommaire et au plan d'exploitation du gîte, fournis préalablement à l'Administration des Mines. Toute modification doit faire l'objet, d'une autorisation préalable de l'Administration des Mines.

Article 7 : En application de l'Article 310, du Décret d'Application du Code Minier de la République Centrafricaine, le Groupement **GAMEC**, doit ouvrir et alimenter un compte séquestre à la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) ou dans une Banque de la place, destinée à la restauration et à la réhabilitation des sites pendant et après la fermeture de la mine.

Article 8 : Les travaux d'exploitation feront l'objet de rapports d'activités semestriels qui seront adressés d'une part, au Ministre en charge des Mines et d'autre part au Directeur Général des Mines.

Article 9 : Le présent arrêté qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel.

Fait à Bangui, le 14 OCT 2025



Rufin BENAM-BELTOUNGOU
Ministre Chargé des Mines et de la Géologie